

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOL**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 44

Excusés : 19

Absents : 17

REUNION DU 07 AVRIL 2025

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-CINQ, le LUNDI SEPT AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le PREMIER AVRIL DEUX MILLE VINGT-CINQ, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

| | |
|---------------------------------|--|
| <u>ETAIENT PRESENTS</u> | Mme ABDELLAOUI Leïla, M. ATTIORI Olivier, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme de CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DOSSOU Marie-Ange, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEKKI Chérifa, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, M. MOULINNEUF Serge, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges- Marie, M. ZANGRILLI François. |
| <u>EXCUSES</u> | Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DUBOE Nicole, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, Mme LAGARDE Aude, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, M. MILLARD Jean-Luc, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles, Mme YOUSSEF Mélissa, |
| AYANT DONNE POUVOIR A | Mme VERTE Monique, Mme de CARVALHO Virginie, Mme YERRO Georges- Marie, Mme MOREAU Chantal, Mme MEKKI Chérifa, M. GESELL Quentin, M. ZANGRILLI François, M. TURBIAN Julien, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. MANGIN Anthony, M. MORIN Sébastien, Mme LAGNEAU Muriel, M. CHAVAROC Grégory, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme ELSODY Arhella, M. SIBY Oussouf, |
| <u>ABSENTS</u> | M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. EL KOURADI Fouad, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEYER Karine, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly. |
| <u>SECRETAIRE DE SEANCE</u> | M. LASTAPIS Michel |

DELIBERATION N° 32 – HABITAT – AUTORISATION PREALABLE DE MISE EN LOCATION ET DECLARATION DE MISE EN LOCATION (PERMIS DE LOUER) – MISE A JOUR DE LA DELEGATION DE COMPETENCE ENTRE L'EPT PARIS TERRES D'ENVOL ET LES VILLES

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé M. Micaël VAZ,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L635-1 à L635-11 et L634-1 à L634-5,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi Elan) permettant de déléguer la mise en œuvre et le suivi des dispositifs de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location, aux communes qui en font la demande,

Vu le décret n°2016-1790 du 19 décembre 2016 relatif aux régimes de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location,

Vu la délibération du 7 décembre 2018 du conseil de métropole portant définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre,

Vu la délibération n°24 du 8 avril 2019 déléguant à la commune d'Aulnay-sous-Bois la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location, modifiée par délibération n°158 du 13 décembre 2021,

Vu la délibération n°166 du 7 décembre 2020 déléguant à la commune de Drancy la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location, modifiée par délibération n°41 du 12 avril 2021 puis par délibération n°153 du 16 décembre 2024,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250407-32-07-04-2025-DE
Date de télétransmission : 18/04/2025
Date de réception préfecture : 18/04/2025

Vu la délibération n°24 du 8 avril 2019 déléguant à la commune de Dugny la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location, modifiée par délibération n°38 du 8 avril 2024,
Vu la délibération n°24 du 8 avril 2019 déléguant à la commune du Blanc-Mesnil la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location, modifiée par délibération n°101 du 4 juillet 2022,
Vu la délibération n°24 du 8 avril 2019 déléguant à la commune du Bourget la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location,
Vu la délibération n°24 du 8 avril 2019 déléguant à la commune de Sevran la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location,
Vu la délibération n°26 du 1^{er} mars 2021 déléguant à la commune de Villepinte la mise en œuvre et le suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location, modifiée par délibération n°155 du 16 décembre 2024,
Vu la loi n° 2024- 322 du 9 avril 2024, visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé, qui décentralise le droit de visite, les pouvoirs de sanctions et la compétence pour percevoir le produit des amendes issu de ces sanctions,
Vu le décret d'application n° 2024-970 du 30 octobre 2024 relatif à la décentralisation des pouvoirs de sanctions liés au non-respect des procédures de déclaration de mise en location et d'autorisation préalable de mise en location,

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol a délégué la mise en œuvre et le suivi des articles L.634-3 à L.634-4 et L.635-3 à L.635-10 du code de la construction et de l'habitation aux communes d'Aulnay-sous-Bois, de Drancy, de Dugny, du Blanc-Mesnil, du Bourget, de Sevran et de Villepinte, selon les périmètres d'application propres à chacun de leur territoire.

Considérant les évolutions législatives de la loi n°2024- 322 du 9 avril 2024 visant à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement sur le permis de louer (droit de visite et pouvoir de sanction).

Considérant qu'il convient de préciser que, conformément au décret n°2024-970 du 30 octobre 2024, les communes sont chargées de la réalisation des visites, de l'instruction des sanctions et de l'émission des titres de recettes et qu'elles sont également autorisées à recouvrer et percevoir le produit des amendes.

Considérant le maintien de toutes les autres conditions et périmètres d'application.

Après en avoir délibéré :

- **Rappelle** la délégation sur leur territoire de la mise en œuvre et du suivi de la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location pour les communes d'Aulnay-sous-Bois, de Drancy, de Dugny, du Blanc-Mesnil, du Bourget, de Sevran et de Villepinte, définies par leur périmètre d'application.
- **Dit** que le non-respect des dispositifs exposera tout contrevenant aux poursuites et sanctions prévues par les lois et les règlements.
- **Précise** qu'au vu des évolutions législatives, la délégation aux communes concernées est élargie aux droits de visites, aux pouvoirs de sanctions et à la compétence pour percevoir le produit des amendes issus de ces sanctions.
- **Dit** que les communes adresseront à l'EPT Paris Terres d'Envol un rapport annuel sur l'exercice de cette délégation élargie.
- **Dit** que sont maintenues les autres conditions d'application du dispositif de permis de louer,
- **Autorise** le Président à signer tout document relatif à ces dispositifs

Adopte à l'unanimité



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20250407-32-07-04-2025-DE
Date de télétransmission : 18/04/2025
Date de réception préfecture : 18/04/2025